



SÉANCE PUBLIQUE
DU JEUDI 14 SEPTEMBRE 2023
À 18h

Délibération 2023 / 80
(8^{ème} délibération de la séance)

EXTRAIT du REGISTRE
des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers
Municipaux en
Exercice : **27**
Présents : **17**
Votants : **21**

Date de l'envoi et de
l'affichage de la
convocation
07/09/2023

Date de l'affichage à la
Mairie de la liste des
délibérations de la
séance :
18/09/2023

L'an deux mille vingt-trois, le jeudi 14 septembre à 18h,

Le Conseil Municipal de la Commune de Gramat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal de Gramat, sous la présidence de M. Michel SYLVESTRE, en session ordinaire.

Formant la majorité des membres en exercice,

Étaient présents : SYLVESTRE Michel, RUAUD Maria de Fatima, MICHAUX Martine, PUECH Roland, BACH Hélène, ROUQUIE Vincent, GARRIGUES Françoise, POIRRIER Michelle, COQUEAU Stéphane, LAVERGNE Frédéric, BRAMOND Philippe, ELIAS Marie-José, CHAVET-JABOT Francis, ALIBERT Sylvie, GROUGEARD Michel, SERMET Jean-Claude, VERTES Alain.

Absents représentés : DELEUZE Christian (donne pouvoir à SYLVESTRE Michel), GARBE Daniel (donne pouvoir à ELIAS Marie-José), MAIGNE Solange (donne pouvoir à PUECH Roland), MIAGKOFF-LAFEUILLE Benoît (donne pouvoir à GARRIGUES Françoise).

Absents excusés : MAZEYRAC Pierrick.

Absents : BORIS Yvette, THEPAULT Pascale, BALLARIN Lydia, PELIGRY Alain, CASTAGNE Yoan.

Secrétaire de Séance : BACH Hélène.

OBJET : ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLUi-H) DE CAUVALDOR : DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD).

La Communauté de Communes CAUVALDOR a prescrit par délibération en date du 14 décembre 2015, complétée par la délibération en date du 27 mai 2016, l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H). Compte tenu de la fusion d'EPCI au 1^{er} janvier 2017, cette procédure a été étendue à l'ensemble du nouveau territoire et les modalités de collaboration avec les Communes ont été redéfinies par délibération en date du 13 février 2017 portant « *extension de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat à l'ensemble des 79 communes du territoire, définition des modalités de collaboration avec les communes, précision des modalités de concertation, définition de l'organigramme fonctionnel des instances de travail et de définition* ».

Par délibération en date du 23 juin 2023, la Communauté de Communes a délibéré pour acter d'un nouveau découpage territorial suite à la mise en place du pacte de gouvernance, préciser les modalités de poursuite de la concertation et tirer son bilan. En élaborant un PLUi-H, la Communauté de Communes CAUVALDOR a pour ambition de créer un projet d'urbanisme et d'habitat cohérent, qui articule les politiques sectorielles communautaires et les différentes échelles du territoire. Véritable document de planification, le PLUi-H étudie le fonctionnement et définit les objectifs et les enjeux du territoire, construit un projet de développement respectueux de l'environnement et le formalise dans des règles d'utilisation des sols.

Les pièces constitutives d'un PLUi-H :

- Le rapport de présentation qui expose le diagnostic du territoire, analyse l'état initial de l'environnement et la consommation foncière et justifie les choix d'aménagement du projet de territoire ;

- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui définit un projet politique sur les 10 prochaines années et exprime les grandes orientations de l'aménagement du territoire souhaitées par les élus et concertées avec la population ;
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui définissent les conditions d'aménagement portant sur des secteurs à enjeux ;
- Le Programme d'Orientations et d'Actions (POA) qui prévoit toutes les actions et dispositifs à mettre en place en faveur de la politique habitat ;
- Le règlement : règlement écrit et graphique qui détermine les règles d'utilisation des sols ;
- Les annexes.

Etat d'avancement de la procédure :

Un premier débat sur le PADD a eu lieu par délibération du Conseil Communautaire en date du 10 juillet 2018. Depuis, les projections faites dans le premier document ont évolué notamment au regard des dernières tendances démographiques. De plus, la loi Climat et Résilience est venue modifier les attendus qui sont exigés dans un PADD. Il est donc nécessaire de tirer le bilan de ces changements qui s'imposent dans le processus d'élaboration du PLUi-H et de venir actualiser en conséquence le PADD attaché au futur PLUi-H de CAUVALDOR.

Un second débat sur le PADD afin de mettre à jour les chiffres et les objectifs, conformément à l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme a donc été soumis au Conseil Communautaire en date du 10 juillet 2023. Au visa des dispositions de l'Article L.153-12 du Code de l'Urbanisme et conformément aux modalités de concertation prévues entre l'EPCI et les Communes, il est nécessaire que chaque Commune tienne débat sans vote sur le PADD dans sa version modernisée. Sous la précision que : « *Lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale, le débat prévu au premier alinéa du présent article au sein des Conseils Municipaux des Communes membres est réputé tenu s'il n'a pas eu lieu au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme* ».

Pour rappel, le PADD est la pièce maîtresse du PLU. Ce dernier a fait l'objet d'une concertation avec les services de l'Etat, d'une présentation aux Elus en régie et en réunions publiques. Les orientations du PADD sont issues d'une part des enjeux du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement, et d'autre part des orientations du SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) approuvé le 16 janvier 2018, lequel a fixé un cadre cohérent pour harmoniser et coordonner les projets de développement des Communes, et avec lequel le PLUi devra être compatible. A ce stade de la procédure, le PADD n'est pas figé dans sa version complète et définitive. Les propositions d'orientations générales et les débats auxquels elles donneront lieu serviront de guide à la suite des travaux du PLUi et à l'élaboration de l'ensemble des pièces de ce dernier qui devrait être arrêté fin 2023 par le Conseil Communautaire.

Le PLUi-H ambitionne de répondre à l'attractivité du territoire tout en fixant un objectif d'au moins 50 % de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers observée au cours des dix dernières années (période retenue 2013 à 2022). Afin de prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers permettant de répondre aux besoins non satisfaits, le PADD doit tenir compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'Article L.153-27, soit les six années avant l'évaluation du PLUi-H.

Au regard de cette analyse de la capacité à mobiliser effectivement le potentiel sur les dix prochaines années, les espaces urbanisés ne permettent pas de répondre totalement à tous les besoins d'accueil en logements, en emplois et en équipements publics sur cette même période. Le PLUi-H, dans un objectif de lutte contre l'étalement urbain, devra satisfaire entre 30 et 40 % des nouvelles constructions en densification au sein de l'enveloppe urbaine. Il pourra planifier l'ouverture à l'urbanisation de 350 hectares maximum dont 220 hectares dédiés à l'habitat et 60 hectares à l'activité. Fort des éléments de cadrage issus des différents documents, des enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement, le projet de PADD repose sur **5 axes majeurs déclinés en 24 orientations** :

Présentation des axes et orientations du PADD dans sa version 2023 :

- **Axe 1 : Définir une politique de l'habitat garantissant un accès au logement pour tous et s'inscrivant dans une logique de développement résidentiel harmonieux :**
 - Orientation 1 : Favoriser l'émergence d'une offre de logements diversifiée et de qualité ;
 - Orientation 2 : Accompagner le réinvestissement du parc de logements existants, en priorité dans les principales centralités du territoire ;

- Orientation 3 : Programmer une offre de logements et d'hébergements répondant à l'ensemble des parcours résidentiels et de vie.
- **Axe 2 : Développer l'emploi en milieu rural et renforcer les pôles stratégiques du territoire :**
 - Orientation 1 : Structurer la couverture économique avec le renforcement des pôles existants et de nouvelles localisations d'activités ;
 - Orientation 2 : Accompagner les évolutions du territoire en vue d'accroître son attractivité résidentielle et économique ;
 - Orientation 3 : S'appuyer sur les richesses remarquées et remarquables de CAUVALDOR pour développer une économie touristique durable ;
 - Orientation 4 : Mettre en place un schéma touristique global pour renforcer le développement touristique.
- **Axe 3 : Soutenir l'économie agricole et forestière, préserver les ressources naturelles :**
 - Orientation 1 : Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers comme ressource naturelle et ressource économique ;
 - Orientation 2 : Préserver la qualité de l'eau et de la ressource en eau ;
 - Orientation 3 : Prendre en compte les risques naturels pour aménager durablement le territoire ;
 - Orientation 4 : Mettre en place une planification énergétique à différentes échelles.
- **Axe 4 : Promouvoir un territoire de proximité, connecté aux réseaux de communication, favorable au bien-être des populations :**
 - Orientation 1 : Engager un véritable plan en faveur des mobilités pour répondre au principe « Tout à moins de 20 min », dans l'objectif de favoriser une logique de mise en réseau des polarités du territoire ;
 - Orientation 2 : Mettre en place un schéma d'aménagement des modes doux pour les déplacements au quotidien ;
 - Orientation 3 : Accompagner les grands projets structurants du territoire et les axes ferroviaires traversant le territoire ;
 - Orientation 4 : Faire du numérique une priorité pour tout le territoire ;
 - Orientation 5 : Enrayer la désertification médicale des secteurs ruraux en engageant des actions en faveur de la santé ;
 - Orientation 6 : Assurer une offre de services et d'équipements publics adaptés.
- **Axe 5 : Valoriser la qualité des paysages et du patrimoine pour améliorer l'attractivité du territoire :**
 - Orientation 1 : Fonder un urbanisme durable avec des formes urbaines adaptées aux paysages du territoire des Causses et Vallée de la Dordogne ;
 - Orientation 2 : Faire du patrimoine le garant de l'attractivité territoriale, créer une OAP « Vallée de la Dordogne » ;
 - Orientation 3 : Mettre en valeur les paysages et le patrimoine dans l'aménagement de l'espace ;
 - Orientation 4 : Préserver les continuités écologiques et la biodiversité du territoire ;
 - Orientation 5 : Conserver le cadre de vie comme promotion et image de l'identité territoriale ;
 - Orientation 6 : Mettre en valeur les entrées de ville pour une meilleure qualité et intégration de ces secteurs ;
 - Orientation 7 : Engager une gestion économe des espaces, lutter contre l'étalement urbain et le mitage.

Une réunion de la conférence intercommunale rassemblant les Maires des Communes membres avant le débat communautaire sur le PADD a été organisée le 6 juillet 2023. Des réunions publiques présentant le PADD actualisé ont eu lieu les 22 juin, 28 juin et 29 juin 2023. Le Conseil Communautaire de CAUVALDOR a acté du débat du PADD dans sa version actualisée le 10 juillet 2023.

Conformément aux dispositions de l'Article L.153-12 du Code de l'Urbanisme, Monsieur le Maire propose d'ouvrir le débat sur le PADD présenté dans sa version modifiée :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses Articles L.101-1 et suivants, L.153-1 et suivants, R.153-1 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne n°14122015/03 en date du 14 décembre 2015 prescrivant l'élaboration du Programme Local d'Urbanisme intercommunal valant révision du PLU intercommunal élaboré par l'ancienne Communauté de Communes Haut-Quercy-Dordogne, en vue de couvrir l'ensemble du territoire communautaire ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne n°27052016/01 en date du 27 mai 2016 prescrivant l'adjonction du volet Habitat (Programme Local de l'Habitat) au PLUi, adoptant les nouvelles dispositions du Code de l'Urbanisme mises en place par l'ordonnance du 23 septembre 2015 et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne n°1302017/86 en date du 13 février 2017 prescrivant l'extension de la procédure d'élaboration du PLUi-H à l'ensemble des 79 Communes du territoire, la définition des modalités de collaboration avec les Communes, précisant les modalités de concertation, et définissant l'organigramme fonctionnel des instances de travail et de définition ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne du 10 juillet 2018 n°10.07.2018.001 actant du débat sur le PADD ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne du 12 juin 2023 n°2023/074 actant du nouveau découpage territorial en suite du pacte de gouvernance ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Causses et Vallée de la Dordogne du 10 juillet 2023 n°2023-088 actant du débat sur le PADD dans sa version modifiée ;

Considérant que les dispositions de l'Article L.153-12 du Code de l'Urbanisme prévoient : « *Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L.151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme* » ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après avoir débattu des orientations du futur Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**,

- **PREND ACTE** du débat organisé en son sein sur les orientations générales du PADD du PLUi-H dans sa version présentée au Conseil Communautaire de CAUVALDOR le 10 juillet 2023.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et ou de sa publication. Le Tribunal administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le lien <http://www.telerecours.fr>.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le secrétaire de séance.



Hélène BACH



Le Maire.



Michel SYLVESTRE